L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureau : 75 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLÉANS.
MARDI, 10 AVRIL 1888.

PETITES ANNONCES.

PENSION—Grandes chambres bien aérées, à $5, $6 et $8 la semaine; pension, $3.50; dans une famille française, 210 Bourbon, entre Dumaine et St-Philippe. 7 avril—1 mois

A. E. Philips, notaire, 5 Caml. Place, peut prêter sur hypothèque de $60 à $10,000. 29 Mars—3m

DEMANDES.

ON demande—Des femmes pour faire du linge de dessins. Salubrité, 177 rue 2nd Remparts. 5 avril—1 sem

A LOUER

A LOUER—La boulangerie avec deux fours No 128 rue Marais, bien située et bien en état, aux prix modérés. Pour les conditions, s'adresser au 42 Neuf Remparts. 31 mars—15j

MAISON à louer—Enseigne rue Dumaine et Bourgogne avec installation de comptoir et magasins pour épicerie ou un magasin. S'y adresser ou 137 rue St. Pierre. 24mars—1m

A VENDRE

A VENDRE—Un lit-room et billard de 4 pieds, avec ordre. Louer 1 fr. par mois. S'adresser à 1 fr. et 1 fr. 50 par mois. 137 rue Royale. 7avril—3t

ANNONCES POLITIQUES.

TICKET REPUBLICAIN.

GOUVERNEUR,
H. C. WARMOTH
de Hachemines.

LIEUTENANT GOUVERNEUR
ANDREW HERO, Jr.
d'Orléans.

SECRETAIRE D'ETAT
JOHN F. PATTY
de Ste-Marie.

TRESORIER
H. P. LANDERS,
de Lafayette.

AVOCAT GENERAL
ROBERT RAY,
de Ouachita.

AUDITEUR
JAMES ERWYTHE,
de Calcasieu.

Election 17 avril 1888.

Attendu que le parti républicain s'est rallié à la législature de l'Etat, et en faveur de la réélection du sénateur Gibbs, et en faveur de toutes les tentatives qui pourront être faites pour placer l'instruction sur une base égale dans l'Etat de la Louisiane;

Attendu que dans la place de surintendant de l'instruction publique n'a pas de carrière politique;

Attendu que dans la personne de Hon. Joseph A. Breaux, de la paroisse Iberia, nous connaissons un gentilhomme distingué par son éducation en Louisiane, un conservateur à vues larges et libérales dont l'honnêteté, l'intégrité et la haute compétence ne sont contestées par personne, et dont l'élection assurera, par suite d'une juste égalité, l'administration impartiale de toutes les classes, en dehors des questions de race, de couleur ou de servitude antérieure.

Enfin que nous engageons les électeurs républicains de tout l'Etat à nommer les autres candidats publiés dans le Bulletin du Parti, et spécialement le Hon. Joseph A. Breaux pour la place de surintendant de l'instruction publique.

PLATE-FORME.

Nous, des représentants du parti républicain en Louisiane, réunis en Convention, déclarons que les résolutions suivantes sont l'exposé des principes généraux du parti républicain de cet Etat.

Nous adhérons avec dévouement aux doctrines essentielles et aux principes pour le temps du républicanisme telles qu'elles sont énoncées dans la plate-forme nationale du parti, réuni en Convention à Chicago, en juillet 1884; persuadés que l'exécution impartiale et la mise en vigueur de cette plate-forme assureront efficacement le maintien des institutions libres et libérales et du gouvernement populaire.

Nous condamnons les tendances au commerce libre de l'abolitionnisme du Président Cleveland et l'organisation de la Ligue du libre échange tant à Washington que partout ailleurs comme un champion du libre échange depuis le commencement de son terme, et nous croyons que le système le plus sûr pour le maintien de l'industrie protégée et pour le meilleur intérêt de tous les travailleurs de cette grande nation, est celui qui donne le plus de travail au plus grand nombre d'hommes.

Nous affirmons notre foi dans le principe d'une juste égalité de taxes, et nous nous engageons à faire tous nos efforts pour obtenir une législation qui sauvegarde le principe de la protection pour l'industrie, pour le commerce, pour le travail et pour l'agriculture, et qui donne à chacun de ces intérêts sa juste part de la prospérité générale.

Nous nous opposons à toute législation qui tendrait à favoriser un intérêt aux dépens d'un autre, et nous nous engageons à faire tous nos efforts pour obtenir une législation qui sauvegarde le principe de la protection pour le travail et pour l'industrie, en dehors de toute considération de temps et de place ou de localité, dans le but d'assurer au travail et au capital leurs droits et leurs privilèges et de les protéger contre la concurrence injuste et l'intervention étrangère.

Nous dénonçons comme un complet contradiction avec l'esprit et l'essence de quatorzième et quinzième amendements de la Constitution des Etats-Unis les mesures de perpétuation adoptées par le gouvernement d'Etat dans les affaires politiques dans la mise en vigueur dans le district judiciaire composé de Jefferson et de plusieurs autres paroisses, de lettres circulaires amendées et de conditions inconstitutionnelles.

Nous nous portons comme garants de l'adoption par le parti républicain d'une administration économique et d'une stricte économie dans les dépenses publiques, et nous nous engageons à faire tous nos efforts pour obtenir une législation qui mettra un terme à la prodigalité et à la mauvaise administration qui ont marqué la gestion des affaires publiques de la ville de la Nlle-Orléans